

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1326

[S - C - 97/9518]

20 MAI 1997

Loi sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — Principes généraux de la coopération

Art. 2. Les demandes tendant à l'exécution en Belgique de mesures provisoires, ou de saisies aux fins de confiscation et de décisions de confiscation prononcées dans un État étranger donneront lieu à exécution en Belgique, en application des traités et conventions conclus à cette fin sur la base de la réciprocité entre la Belgique et les États concernés, sous les conditions et selon les procédures prévues dans la présente loi.

(1) *Session ordinaire 1995-1996.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi : n° 427/1. — Amendement : n° 427/2. — Rapport : n° 427/3. — Texte adopté par la commission : n° 427/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat : n° 427/5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 20 juillet 1996.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat : n° 427/6. Amendements : n° 427/7. — Rapport : n° 427/8. — Texte adopté par la commission : n° 427/9. — Texte réamendé en séance plénière et transmis au Sénat : n° 427/10.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 19 février 1997. — Adoption. Séance du 20 février 1997.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par le Sénat : n° 427/11. — Rapport : n° 427/12. — Article corrigé en séance plénière : n° 427/13.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 29 avril 1997. — Adoption. Séance du 30 avril 1997.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants : n° 1-393/1.

Session ordinaire 1996-1997.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements : n° 1-393/2. - Rapport : n° 1-393/3. - Texte adopté par la commission : n° 1-393/4. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants : n° 1-393/5.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 18 décembre 1996. — Adoption. Séance du 20 décembre 1996.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par la Chambre des représentants : n° 1-393/6. — Amendements : n° 1-393/7. Rapport : n° 1-393/8. — Texte adopté par la Commission : n° 1-393/9. — Texte réamendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants : n° 1-393/10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 6 mars 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1326

[S - C - 97/9518]

20 MEI 1997. — Wet betreffende de internationale samenwerking inzake de tenuitvoerlegging van inbeslagnemingen en verbeurd- verklaringen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen van de samenwerking

Art. 2. De verzoeken tot tenuitvoerlegging in België van voorlopige maatregelen of inbeslagnemingen met het oog op verbeurdverklaring, en van beslissingen tot verbeurdverklaring uitgesproken in een vreemde Staat geven in België aanleiding tot uitvoering met toepassing van de verdragen en overeenkomsten die te dien einde tussen België en de betrokken Staten onder beding van wederkerigheid zijn gesloten, en wel onder de voorwaarden en volgens de procedures bepaald in deze wet.

(1) *Gewone zitting 1995-1996.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp : nr. 427/1. — Amendement : nr. 427/2. — Verslag : nr. 427/3. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 427/4 — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat : nr. 427/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 juli 1996.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat : nr. 427/6. — Amendementen : nr. 427/7. — Verslag : nr. 427/8. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 427/9. — Tekst opnieuw geamendeerd in plenaire vergadering en overgezonden naar de Senaat : nr. 427/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 19 februari 1997. — Aanneming. Vergadering van 20 februari 1997.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Senaat : nr. 427/11. — Verslag : nr. 427/12 — Artikel verbeterd in plenaire vergadering : nr. 427/13.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 29 april 1997. — Aanneming. Vergadering van 30 april 1997.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/1.

Gewone zitting 1996-1997.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen : nr. 1-393/2. — Verslag : nr. 1-393/3. Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 1-393/4. — Tekst geamendeerd door de Senaat en overgezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 18 december 1996. — Aanneming. Vergadering van 20 december 1996.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/6. — Amendementen : nr. 1-393/7. — Verslag : nr. 1-393/8. — Tekst aangenomen door de Commissie : nr. 1-393/9. — Tekst opnieuw geamendeerd door de Senaat en overgezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers : nr. 1-393/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 maart 1997.

Art. 3. § 1^{er}. L'exécution de la demande ne sera en aucun cas accordée :

1° si elle risque de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de la Belgique;

2° s'il existe des raisons sérieuses de croire que la demande est fondée sur des considérations contraires à l'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

3° si l'infraction qui est à la base de la demande est une infraction politique, sous réserve des dérogations prévues par les traités.

§ 2. Il sera sursis à la décision sur l'exécution des mesures visées par la demande, si celles-ci risquent de porter préjudice à des recherches ou à des poursuites menées par les autorités belges.

CHAPITRE II. — L'exécution des décisions étrangères de confiscation

Section 1. — Conditions de l'exécution

Art. 4. Une décision de confiscation prononcée par les autorités judiciaires d'un État étranger sera exécutée en Belgique si les conditions suivantes sont réunies :

1° la décision doit être fondée sur un jugement portant condamnation de la personne à l'égard de laquelle elle est prononcée;

2° le fait qui est à la base de la décision doit constituer également une infraction au regard de la loi belge;

3° le jugement portant condamnation doit avoir été rendu dans le respect des droits de la défense;

4° la personne ne peut pas avoir été jugée en Belgique pour le même fait;

5° le jugement portant condamnation, de même que la décision de confiscation qui aurait été prise à l'issue d'une procédure séparée, doivent être définitifs et exécutoires;

6° la peine ne peut pas être prescrite selon la loi belge;

7° les choses sur lesquelles porte la confiscation doivent constituer des choses qui ont servi ou qui ont été destinées à commettre l'infraction, au sens de l'article 42, 1°, du Code pénal, ou des choses qui ont été produites par l'infraction, au sens de l'article 42, 2°, du Code pénal, ou des avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction, des biens et valeurs qui leur ont été substitués ou des revenus de ces avantages investis, au sens de l'article 42, 3°, du Code pénal.

Art. 5. Lorsque la confiscation dont l'exécution est demandée consiste dans l'obligation de payer une somme d'argent correspondant à la valeur des choses visées à l'article 42, 3° du Code pénal, celle-ci sera exécutée, par dérogation à l'article 4, 7°, aux conditions suivantes :

1° que la somme d'argent sur laquelle porte la confiscation ne soit pas supérieure à l'évaluation monétaire de ces choses, conformément à l'article 43bis du Code pénal;

2° que ces choses ne puissent être trouvées et qu'il n'existe pas, sur le territoire de l'État requérant, de biens sur lesquels celui-ci pourrait faire recouvrer sa créance, sur déclaration de l'État requérant.

Art. 6. Sans préjudice de l'application de l'article 5, lorsque la confiscation dont l'exécution est demandée ne répond que partiellement à la condition prévue à l'article 4, 7°, la confiscation sera exécutée partiellement, dans la mesure seulement où elle répond à cette condition.

Section 2. — Procédure

Art. 7. Lorsqu'une demande tendant à l'exécution d'une décision de confiscation est adressée à la Belgique, le tribunal correctionnel du lieu où sont situés les biens sur lesquels porte la confiscation rend cette décision exécutoire, après avoir entendu le ministère public et la personne condamnée le cas échéant par commission rogatoire, ou son conseil, et après avoir vérifié que les conditions prévues à l'article 4 sont réunies et que les causes de refus prévues à l'article 3 ne doivent pas être appliquées.

Le tribunal est lié par la constatation des faits, tels qu'ils ressortent explicitement ou implicitement de la décision étrangère.

Art. 3. § 1. De uitvoering van het verzoek wordt in geen geval toegestaan :

1° indien zulks de soevereiniteit, de veiligheid, de openbare orde of andere wezenlijke belangen van België zou kunnen schaden;

2° indien redelijke gronden bestaan om te geloven dat het verzoek is ingegeven door overwegingen tegenstrijdig met artikel 14 van het Europees verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

3° indien het strafbaar feit waarop het verzoek betrekking heeft, een politiek misdrijf is, onder voorbehoud van afwijkingen bepaald in de verdragen.

§ 2. De beslissing over de tenuitvoerlegging van de maatregelen bedoeld in het verzoek wordt uitgesteld indien deze maatregelen opsporingen of vervolgingen door de Belgische overheden zouden kunnen schaden.

HOOFDSTUK II. — Tenuitvoerlegging van buitenlandse beslissingen tot verbeurdverklaring

Afdeling 1. — Voorwaarden op het stuk van de tenuitvoerlegging

Art. 4. Een beslissing tot verbeurdverklaring uitgesproken door de rechterlijke autoriteiten van een vreemde Staat wordt in België ten uitvoer gelegd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de beslissing moet gegrond zijn op een vonnis van veroordeling van de betrokken persoon;

2° het feit dat aan de beslissing ten grondslag ligt, moet ook volgens de Belgische wetgeving een strafbaar feit vormen;

3° het veroordelend vonnis moet gewezen zijn met inachtneming van de rechten van de verdediging;

4° de betrokken persoon mag in België voor hetzelfde feit nog niet zijn geconvicteerd;

5° het veroordelend vonnis alsook de beslissing van verbeurdverklaring die eventueel na een afzonderlijke procedure is genomen, moeten definitief en uitvoerbaar zijn;

6° de straf mag volgens de Belgische wetgeving niet zijn verjaard;

7° de zaken waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft, moeten zaken vormen die gediend hebben of bestemd waren voor het plegen van een misdrijf, in de zin van artikel 42, 1°, van het Strafwetboek, of die uit het misdrijf voortkomen, in de zin van artikel 42, 2°, van het Strafwetboek, of vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf verkregen zijn of goederen en waarden die in de plaats van het misdrijf zijn gesteld of inkomsten uit de belegde voordelen, in de zin van artikel 42, 3°, van het Strafwetboek.

Art. 5. Indien de verbeurdverklaring waarvan de tenuitvoerlegging wordt gevraagd, bestaat in de verplichting een geldbedrag te betalen dat overeenkomt met de waarde van de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, van het Strafwetboek, wordt de verbeurdverklaring, in afwijking van artikel 4, 7°, ten uitvoer gelegd op voorwaarde dat :

1° het geldbedrag waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft, niet hoger is dan de geldwaarde van de zaken, geraamd overeenkomstig artikel 43bis van het Strafwetboek;

2° voornoemde zaken niet kunnen worden gevonden en op het grondgebied van de verzoekende Staat geen goederen bestaan waarop deze zijn schuldvordering kan innen, op verklaring van de verzoekende Staat.

Art. 6. Wanneer de tenuitvoerlegging wordt gevraagd van een verbeurdverklaring die slechts gedeeltelijk voldoet aan de voorwaarde gesteld in artikel 4, 7°, wordt de verbeurdverklaring, onverminderd de toepassing van artikel 5, gedeeltelijk uitgevoerd, te weten in de mate waarin aan voornoemde voorwaarde is voldaan.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 7. Wanneer de Belgische Staat wordt verzocht een beslissing tot verbeurdverklaring ten uitvoer te leggen, maakt de correctionele rechtbank van de plaats waar de goederen gelegen zijn waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft, die beslissing uitvoerbaar na het openbaar ministerie en de veroordeelde persoon, in voorkomend geval door middel van een ambtelijke opdracht, of zijn raadsman te hebben gehoord, en na te hebben gecontroleerd dat de voorwaarden bedoeld in artikel 4 zijn vervuld en de weigeringsgronden bedoeld in artikel 3 niet van toepassing zijn.

De rechtbank is gebonden door de vaststelling van de feiten zoals die uitdrukkelijk in de buitenlandse beslissing zijn uiteengezet of impliciet daaruit blijken.

En cas d'application de l'article 6, le tribunal indique les choses ou, s'il est fait application de l'article 5, le montant de la somme d'argent sur lesquels portera la confiscation.

Le ministère public et la personne condamnée peuvent se pourvoir en cassation contre la décision du tribunal.

Art. 8. La confiscation qui a été rendue exécutoire en Belgique selon la procédure prévue à l'article 7 est assimilée à la confiscation prononcée conformément aux articles 42, 43 et 43bis du Code pénal.

CHAPITRE III. — L'exécution des demandes étrangères de saisie

Section 1. — Conditions de l'exécution

Art. 9. Toute demande de mesure provisoire ou de saisie, aux fins de confiscation, adressée par un État étranger, donnera lieu à exécution en Belgique si les conditions suivantes sont réunies :

- 1° elle doit émaner d'une autorité judiciaire;
- 2° le fait qui est à la base de la demande doit constituer une infraction au regard de la loi belge et de la loi étrangère;
- 3° la personne visée par la demande ne peut pas avoir été jugée en Belgique pour le même fait;
- 4° la mesure sollicitée doit pouvoir être prise, en vertu du droit belge, par les autorités judiciaires belges à des fins de recherches ou de poursuites s'il s'agissait d'une affaire interne analogue.

Section 2. — Procédure

Art. 10. Lorsqu'une demande tendant à l'exécution d'une mesure provisoire ou d'une saisie est adressée à la Belgique, la chambre du conseil du tribunal de première instance du lieu où sont situés les biens sur lesquels porte la demande rend exécutoire la mesure provisoire ou la saisie, après avoir vérifié que les conditions prévues à l'article 9 sont réunies et que les causes de refus prévues à l'article 3 ne doivent pas être appliquées.

La chambre du conseil statue au plus tard cinq jours après avoir été saisie de la demande.

La mesure provisoire portant sur des biens immobiliers, prononcée par la chambre du conseil, est soumise par analogie aux conditions de forme énoncées à l'article 35bis du Code d'instruction criminelle et a les effets prévus par ce même article.

Art. 11. En cas d'urgence, les mesures provisoires dont l'exécution immédiate est nécessaire seront prises, par l'ordonnance du juge d'instruction du lieu où sont situés les biens visés.

Ces mesures ne seront pas maintenues si, dans les cinq jours de l'ordonnance, elles ne sont pas confirmées par la chambre du conseil, statuant conformément à l'article 10.

CHAPITRE IV. — Dispositions modificatives

Section 1. — Les décisions de confiscation prononcées en Belgique

Art. 12. Un article 43ter, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

« Art. 43ter. La confiscation spéciale s'appliquant aux choses visées à l'article 42 pourra également être prononcée lorsque ces choses se trouvent hors du territoire de la Belgique. »

Art. 13. L'article 165 du Code d'instruction criminelle est complété par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Lorsque le jugement de condamnation emporte la confiscation spéciale de choses se trouvant hors du territoire de la Belgique, le ministère public en avise le ministre de la Justice et lui transmet copie du dossier répressif. »

Art. 14. L'article 197, modifié par la loi du 10 juillet 1967, du même Code est complété par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Lorsque le jugement de condamnation emporte la confiscation spéciale de choses se trouvant hors du territoire de la Belgique, le ministère public en avise le ministre de la Justice et lui transmet copie du dossier répressif. »

Bij toepassing van artikel 6 vermeldt de rechtbank de zaken of, wanneer artikel 5 wordt toegepast, het geldbedrag waarop de verbeurdverklaring betrekking heeft.

Het openbaar ministerie en de veroordeelde persoon kunnen tegen de beslissing van de rechtbank voorziening in cassatie instellen.

Art. 8. De verbeurdverklaring die overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 7 in België uitvoerbaar is gemaakt, wordt gelijkgesteld met de verbeurdverklaring uitgesproken krachtens de artikelen 42, 43 en 43bis van het Strafwetboek.

HOOFDSTUK III. — Tenuitvoerlegging van buitenlandse verzoeken tot inbeslagneming

Afdeling 1. — Voorwaarden op het stuk van de tenuitvoerlegging

Art. 9. De verzoeken tot het nemen van voorlopige maatregelen of tot inbeslagneming met het oog op verbeurdverklaring ingediend door een vreemde Staat, geven in België aanleiding tot tenuitvoerlegging indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° het verzoek moet uitgaan van een rechterlijke overheid;
- 2° het feit waarop het verzoek betrekking heeft, moet volgens de Belgische wetgeving alsook volgens de wetgeving van de vreemde Staat een misdrijf vormen;
- 3° de persoon waarop het verzoek betrekking heeft, mag in België voor hetzelfde feit nog niet gevonnist zijn;
- 4° de maatregel waarom wordt verzocht, moet door de Belgische rechterlijke autoriteiten, krachtens het Belgisch recht, kunnen worden genomen, met het oog op opsporingen of vervolgingen, indien het om een analoge interne zaak gaat.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 10. Wanneer de Belgische Staat wordt verzocht een voorlopige maatregel of een inbeslagneming met het oog op verbeurdverklaring ten uitvoer te leggen, maakt de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de goederen waarop het verzoek betrekking heeft, gelegen zijn, de voorlopige maatregel of de inbeslagneming uitvoerbaar na te hebben gecontroleerd dat de voorwaarden bedoeld in artikel 9 zijn vervuld en de weigeringsgronden bedoeld in artikel 3 niet van toepassing zijn.

De raadkamer doet uitspraak ten laatste vijf dagen nadat het verzoek bij haar is ingediend.

De voorlopige maatregel met betrekking tot onroerende goederen uitgesproken door de raadkamer is bij overeenkomstige toepassing onderworpen aan dezelfde vormvoorschriften en heeft dezelfde gevolgen als voorzien in artikel 35bis van het Wetboek van Strafvordering.

Art. 11. In spoedeisende gevallen worden de voorlopige maatregelen, die onverwijld ten uitvoer moeten worden gelegd, genomen op beschikking van de onderzoeksrechter van de plaats waar de betrokken goederen gelegen zijn.

Die maatregelen worden niet gehandhaafd indien zij binnen vijf dagen te rekenen van de beschikking niet worden bevestigd door de raadkamer, die uitspraak doet overeenkomstig het bepaalde in artikel 10.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Beslissingen tot verbeurdverklaring uitgesproken in België

Art. 12. In het Strafwetboek wordt een artikel 43ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 43ter. De bijzondere verbeurdverklaring die van toepassing is op de zaken bedoeld in artikel 42, kan eveneens worden uitgesproken wanneer die zaken zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden. »

Art. 13. Artikel 165 van het Wetboek van Strafvordering wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Indien het veroordelend vonnis de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie de minister van Justitie daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van het strafdossier toe. »

Art. 14. Artikel 197 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 10 juli 1967, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Indien het veroordelend vonnis de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie de minister van Justitie daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van het strafdossier toe. »

Art. 15. L'article 376 du même Code est complété par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Lorsque l'arrêt de condamnation emporte la confiscation spéciale de choses se trouvant hors du territoire de la Belgique, le ministère public en avise le ministre de la Justice et lui transmet copie du dossier répressif »

Section 2. — Les mesures provisoires prises en Belgique

Art. 16. Le début de l'article 35 du même Code est rédigé comme suit :

« Art. 35. Le procureur du Roi se saisira des choses visées à l'article 42 du Code pénal, des armes et de tout ce qui paraîtra constituer un avantage patrimonial tiré de l'infraction; ».

Art. 17. Un article 35*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans ce même Code :

« Art. 35*bis*. Lorsque les choses paraissant constituer un avantage patrimonial tiré d'une infraction sont des biens immeubles, la saisie immobilière conservatoire sera faite par exploit d'huissier signifié au propriétaire et contenant, à peine de nullité, la copie du réquisitoire du procureur du Roi, ainsi que les différentes mentions visées aux articles 1432 et 1568 du Code judiciaire, et le texte du troisième alinéa du présent article.

L'exploit de saisie sera présenté à la transcription, le jour même de la signification, au bureau des hypothèques de la situation des biens. La transcription prendra date au jour de la remise de cet exploit.

La saisie immobilière conservatoire est valable pendant cinq années prenant cours à la date de sa transcription, sauf renouvellement pour le même terme sur présentation au conservateur, avant l'expiration du délai de validité de la transcription, d'une requête établie en double exemplaire par le procureur ou le juge d'instruction compétent.

La saisie est maintenue pour le passé par la mention succincte en marge de sa transcription, pendant le délai de validité de celle-ci, de la décision judiciaire définitive ordonnant la confiscation du bien immobilier.

La radiation de la saisie immobilière conservatoire peut être accordée par le procureur ou le juge d'instruction susvisés, ou, le cas échéant, par le bénéficiaire de la confiscation, ou peut aussi être ordonnée par décision judiciaire. »

Art. 18. A l'article 89 du même Code modifié par la loi du 10 juillet 1967, le chiffre « , 35*bis* » est inséré entre les chiffres « 35 » et « , 36 ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 15. Artikel 376 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Indien het veroordelend arrest de bijzondere verbeurdverklaring inhoudt van zaken die zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden, stelt het openbaar ministerie de minister van Justitie daarvan in kennis en zendt het hem een afschrift van het strafdossier toe. »

Afdeling 2. — Voorlopige maatregelen genomen in België

Art. 16. De aanhef van artikel 35 van hetzelfde Wetboek luidt als volgt :

« Art. 35. De procureur des Konings neemt de voorwerpen bedoeld in artikel 42 van het Strafwetboek, de wapens en tevens alles in beslag wat een uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnt te vormen; ».

Art. 17. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 35*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35*bis*. Indien de zaken die het uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnen te vormen, onroerende goederen zijn, wordt bewarend beslag op onroerend goed gedaan, zulks bij deurwaardersexploot dat aan de eigenaar wordt betekend en op straffe van nietigheid een afschrift van de vordering van de procureur des Konings moet bevatten, alsmede de verschillende vermeldingen bedoeld in de artikelen 1432 en 1568 van het Gerechtelijk Wetboek, evenals de tekst van het derde lid van dit artikel.

Het beslagexploot moet op de dag zelf van de betekening ter overschrijving worden aangeboden op het kantoor der hypotheek van de plaats waar de goederen gelegen zijn. Als dagtekening van de overschrijving geldt de dag van afgifte van het exploit.

Het bewarend beslag op onroerend goed geldt gedurende vijf jaren met ingang van de dagtekening der overschrijving, behoudens vernieuwing voor dezelfde termijn op vertoon aan de bewaarder, vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de overschrijving, van een door de bevoegde procureur of onderzoeksrechter in dubbel opgemaakte vordering.

Het beslag wordt blijvend voor het verleden in stand gehouden door de beknopte melding op de kant van de overschrijving van het beslag, binnen haar geldigheidsduur, van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij de verbeurdverklaring van het onroerend goed werd bevolen.

Doorhaling van het bewarend onroerend beslag kan verleend worden door de voormelde procureur of onderzoeksrechter, of desgevallend door de beneficiant van de verbeurdverklaring, of kan ook bij rechterlijke beslissing bevolen worden. »

Art. 18. In artikel 89 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 10 juli 1967, wordt tussen de cijfers « 35 » en « , 36 » het cijfer « , 35*bis* » ingevoegd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 — 1327

[C - 97/9546]

23 JUNI 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1980 réglant l'octroi à certains membres du personnel de la police judiciaire près les parquets d'une allocation pour travail supplémentaire et d'une allocation pour service irrégulier

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois des 21 août 1948, 6 juillet 1964, 27 mars 1969, 2 décembre 1982, 18 juillet 1991, par l'arrêté royal du 5 août 1991 et par la loi du 5 août 1992;

N. 97 — 1327

[C - 97/9546]

23 JUNI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 februari 1980 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten van een toelage voor overwerk en een toelage voor onregelmatige dienst

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948, 6 juli 1964, 27 maart 1969, 2 december 1982, 18 juli 1991, bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1991 en bij de wet van 5 augustus 1992;